

terre où fort probablement les conditions pour la guerre ont mûri bien avant que dans les autres pays vainqueurs de la guerre de 1914-18.

Tout ces considérations nous déterminent à conclure que ce n'est nullement un fait fortuit si l'expédition italienne en Ethiopie a déterminé une tension internationale si forte, au lieu de pouvoir se résoudre au travers d'un compromis. Nous nous trouvons désormais en face du premier acte de la conflagration internationale. Les autres actes suivront-ils avec une rapidité pouvant s'exprimer par l'unité de temps des mois, en bien connaissons-nous une période plus longue avec des accalmies et des semblants de compromis entre les impérialismes ? C'est là une question qui ne peut nullement être élucidée et au sujet de laquelle même pas les tenants des gouvernements impérialistes (tous intéressés à ce qu'on appelle le « maintien de la paix » et craintifs devant le précipice de la guerre) ne sauraient donner une réponse à l'heure actuelle.

Il nous intéressait de faire ce qui était possible, c'est-à-dire marquer la réelle signification de l'ouverture des hostilités en Afrique, qui ne peut pas être considérée comme une entreprise coloniale mais acquiert l'importance du prologue de la conflagration mondiale dont les prémices ont désormais mûri dans le domaine international. Le duel n'a donc d'autres protagonistes que le capitalisme et le prolétariat international, la classe ouvrière italienne se trouvant être à la pointe des événements, ce qui d'ailleurs ne tient nullement au hasard mais dérive de ce fait historique fondamental : le prolétariat italien, (suivant notre thèse, la seule force d'opposition à la guerre est le prolétariat et une fois celui-ci écrasé la condition se trouve réalisée, au point de vue politique aussi bien qu'économique pour l'inévitabilité de la guerre) a été le premier à être démembré, dissout et anéanti, les classes ouvrières des autres pays ayant suivi à plusieurs années de distance.

Il s'agit maintenant que nous avons montré l'importance des événements actuels, de mettre en évidence l'importance correspondante des positions qui ont été présentées au prolétariat italien et des différents pays.

L'attitude des centristes et socialistes envers l'expédition italienne en Afrique a évolué sensiblement et cela à cause de la précipitation des situations. Au premier moment les uns et les autres parlaient de la « sauvegarde de la paix » au travers de la Société des Nations qui n'aurait pas mis en mouvement le Covenant. Ils ap-

pelaient, à cet effet, les masses ouvrières à exercer leur pression sans laquelle les capitalistes se seraient bien gardé de passer à l'application des mesures prévues dans le statut genevois. La Deuxième Internationale, dans sa résolution d'août 1935, en arrivait jusqu'à l'appel aux ouvriers italiens à retourner leurs armes contre leurs dirigeants fascistes. Mais on était encore au mois d'octobre et les hostilités n'avaient pas encore commencé... Lorsqu'après l'échec des pourparlers de Paris du mois d'août s'ouvrit la Session de la Société des Nations, le Président de la Deuxième Internationale se trouvait à Genève, où il surveillait attentivement les débats et déclarait au correspondant du « Populaire » que, au cas où la Société des Nations ne se serait pas engagée dans la voie des sanctions, l'Internationale Socialiste, en plein accord avec la Fédération Syndicale d'Amsterdam aurait repris à son compte les dispositions du Covenant et aurait fait appel à la classe ouvrière de tous les pays : on était déjà loin de l'appel aux armes aux ouvriers italiens..

Mais la Société des Nations se met en branle et cela nullement pour obéir à la Deuxième Internationale et à son Président, mais sous l'instigation de l'impérialisme anglais qui était forcé d'agir non pour sauvegarder ses intérêts impériaux (c'est-à-dire non seulement pour cela), mais parce qu'il y était forcé par la maturation des conditions pour la guerre au sein du mécanisme de son économie. Par la suite, pour les considérations que nous avons émises sur la situation économique italienne, Mussolini refusait le compromis du Comité des Cinq et la guerre commença. A partir de ce moment l'attitude des centristes et des socialistes se précise et, au sein du mouvement italien de l'émigration, on passera en tout hâte à la convocation du « Congrès des Italiens à l'Étranger » qui se tint le 19 octobre 1935 à Bruxelles. Rien que sa dénomination donne une idée de la signification de ce congrès. Dans la terminologie ouvrière on avait jusque maintenant difficilement compris ce que pouvait vouloir dire « Congrès des Italiens », mais tout cela devient absolument clair dès que l'aggravation des situations oblige les dirigeants de la Deuxième et de la Troisième Internationale à faire appel aux « Italiens », aux « Ethiopiens », aux « Français », etc. Centristes et socialistes qui avaient pris l'initiative de ce Congrès avaient adressé une invitation à tous les groupements politiques, économiques, culturels, sportifs, ex-combattants vivant dans l'émigration et le thème essentiel était celui de départager les responsabilités de la guerre en Abyssinie : les initiateurs aussi bien que tous

les participants devaient prouver au monde entier que le peuple italien ne peut voir son honneur sali par la honteuse expédition de Mussolini avide de guerres et forcé de trouver dans cette guerre une diversion pour échapper aux conséquences de sa politique désastreuse. Ces Messieurs diront même que la guerre est une occasion favorable pour le renversement du fascisme et ne se soucieront nullement de mettre en rapport l'affirmation que Mussolini (qui doit être déshonoré envers le monde entier... est le seul responsable de la guerre et leur conclusion que la guerre est une occasion favorable au renversement du fascisme. Mais centristes et socialistes ne sont pas à une contradiction près et sont très heureux que le capitalisme en étouffant le prolétariat de tous les pays (Russie y comprise) leur permette de débiter leurs bêtises, ce dont d'ailleurs ils retirent de quoi vivre et nourrir leurs misérables gloires de ministres, conseillers provinciaux ou communaux *in partibus*. Car enfin, de deux choses l'une : ou Mussolini peut tomber dans la guerre et alors il essaiera de l'éviter de toutes ses forces, ou bien la guerre arrive malgré lui et alors il ne peut en être considéré comme le responsable. Enfin, si l'on affirme que la guerre en Abyssinie est le résultat de la politique fasciste, alors on comprendrait bien difficilement que l'Angleterre prenne l'initiative d'une politique qui recevra l'appui des deux Internationales, cette même Angleterre qui a donné à plusieurs reprises des gages importants d'amitié et de solidarité au fascisme italien. Qu'il nous suffise de rappeler que Mussolini a entretenu les meilleures relations avec les gouvernements anglais justement alors qu'il y avait des gouvernements labouristes au pouvoir et aux élections de 1924 (celles qui virent deux mois plus tard l'assassinat de Mattéotti) l'on fit beaucoup de bruit autour d'une délégation labouriste qui aurait été invitée par Mussolini à venir constater la parfaite liberté de la sacro sainte consultation électorale.

En face de ce Congrès (1) notre fraction qui avait été invitée par le Parti Socialiste Italien, avait élaboré une résolution dont l'idée centrale était la suivante : il nous est impossible de participer à un Congrès convoqué sur des bases foncièrement opposées aux notions élémentaires de classe, toutefois, nous revendiquons le

(1) Voir, par ailleurs, dans ce même numéro, la résolution votée au Congrès du 19 octobre et la déclaration que la fraction avait rédigée et qu'il ne fut pas possible à un prolétaire de lire.

droit d'envoyer une délégation qui présentera une motion préjudicielle proposant de transformer cette assemblée en réunion ayant pour objectif celui de l'appel à toutes les organisations syndicales pour le déclenchement d'une action internationale du prolétariat, d'aide au prolétariat italien se trouvant devoir entrer dans une phase de lutte dont les objectifs intéressaient directement les ouvriers du monde entier. Dans les bien rares réunions ayant précédé ce Congrès, et où cela fut possible à notre fraction, nos camarades défendirent ces positions centrales tandis que les centristes passaient ouvertement à la mobilisation de leurs adhérents pour répondre par la violence. Les socialistes se bornaient à féliciter leurs compères — dans les coulisses — alors que publiquement ils évitaient de prendre ouvertement position. Ainsi que nous l'avons dit, la convocation du Congrès fut précipitée, centristes et socialistes ayant été surpris par l'ouverture des hostilités en Afrique.

Notre fraction demande à pouvoir intervenir dans les débats, mais les centristes s'opposèrent brutalement recueillant bien vite d'ailleurs la tolérance des maximalistes, socialistes républicains et dirigeants de la Ligue des Droits de l'Homme. Un prolétaire qui avait demandé la parole repéré par le prince de la démocratie italienne, M. Modigliani — qui présidait — comme voulant intervenir pour défendre nos positions. Il fut aussitôt mis dans l'impossibilité de disposer de ce même droit qui forme l'objet de la lutte contre le fascisme. Une dernière remarque sur ce Congrès : les représentants des deux Internationales, régulièrement mandatés par elles, y apportèrent leur adhésion. Devons-nous trouver là une indication définitive sur l'évolution ultérieure des rapports entre centristes et socialistes ? Nous ne le croyons pas. Toutefois, il est intéressant de mettre en évidence qu'en face de la première manifestation de la guerre, socialistes et centristes furent parfaitement d'accord pour reprendre à leur compte la décision genevoise et capitaliste des sanctions. Que demain la position capitaliste soit autre et que le front des constellations départagé socialistes et centristes, c'est là un problème que l'avenir seul peut trancher, mais même dans cette hypothèse nous savons d'ores et déjà que le capitalisme international n'aura qu'à indiquer la voie que les anciens et les nouveaux traîtres emprunteront sans hésitation, mettant au service de l'ennemi toute la démagogie qu'ils ont apprise dans la lutte menée contre les tendances marxistes agissant au sein du prolétariat. L'atmosphère du